

# d'un contexte de crise

## (2<sup>e</sup> partie)

De manière plus générale, le découplage entre effort fourni et revenu perçu insensiblement se transforme en un «état d'esprit» tellement prégnant qu'il finit même par atteindre des secteurs d'activité tels que le système d'éducation et de formation à tous ses niveaux, y compris pour ce qui concerne le cœur même de ses missions : la relation pédagogique. Et c'est ainsi que, depuis de nombreuses années, à travers tout le pays et dans les types d'établissement les plus divers, on peut relever des mouvements d'élèves ou d'étudiants allant toujours dans le même sens de la réduction au strict minimum des efforts qu'ils doivent fournir pour l'obtention d'un diplôme – ou la validation d'une année d'études – qui est toujours, a priori, considérée comme un droit acquis non négociable. A cet égard, il est tout aussi significatif que le phénomène de la corruption, largement répandu dans les secteurs d'activité économique, comme l'illustrent plusieurs scandales désormais publics – directement liés aux hydrocarbures ou non –, se soit aussi progressivement étendu à ceux de l'éducation et de la formation.

En dernière analyse, tout se passe comme si, suite à un ensemble de processus assimilables à des «métastases», la société dans son ensemble était atteinte d'une sorte de «cancer» trouvant son origine dans les logiques rentières à l'œuvre et dont l'une des principales conséquences était la dévalorisation, voire la négation même de l'effort, de la rigueur, de la quête d'excellence. Tout se passant comme si l'évolution du pays ne faisait que confirmer les thèses depuis longtemps répandues dans une abondante littérature spécialisée dans les domaines de l'économie, la sociologie et la science politique et relatives à l'existence d'une «malédiction des ressources naturelles».

En fait, à beaucoup d'égards, le pays en est devenu – notamment depuis le début des années 2000 – une des illustrations les plus typiques. Néanmoins, à la décharge du bilan de la gestion du pays assurée durant ces années, il convient de mentionner la nécessité qui s'imposait d'impérativement réduire, d'une manière ou d'une autre, le niveau élevé de violence lié au terrorisme qui affectait le pays depuis le début des années 1990. Et à cette fin, il est clair que les ressources financières liées à la rente économique ont été utilisées comme un moyen tout à fait privilégié, notamment dans le cadre de la mise en œuvre des différents textes, successivement adoptés à partir de 1995, et visant à assurer une réinsertion sociale des nombreux terroristes encore actifs et acceptant de déposer leurs armes.

Certes justifiée donc, en fonction de priorités et même d'urgences légitimes, mais dont le périmètre aurait dû rester bien circonscrit dans des limites clairement définies, la logique de redistribution de la rente économique s'est progressivement renforcée et étendue pour, finalement, se transformer en un principe cardinal fondant et irriguant toutes les politiques publiques. Et procédant en réalité d'une conception très particulière du processus de développement économique, réduit à sa seule matérialité, sous la forme d'ouvrages physiques concrets, aussi aisément finançables – par des ressources rentières – que réalisables par des entreprises étrangères. Et c'est ainsi que l'accent va être notamment mis sur la réalisation de routes et autoroutes, de barrages, d'établissements scolaires et universitaires, d'hôpitaux, de mosquées et de logements dont la nécessité ne fait certainement aucun doute. Mais qui, en eux-mêmes, n'ont aucun sens si, en même temps, ne sont pas conçues et mises en œuvre les politiques visant à l'indispensable maîtrise de l'ensemble des processus immatériels qui, seuls, vont en permettre une utilisation sociale efficiente et qui supposent la formation – non seulement technique, mais également citoyenne et éthique – de toutes les personnes appelées, à la fois, à les faire

fonctionner et à en bénéficier. Processus immatériels qui, de surcroît, prennent encore plus d'importance dans le contexte d'une économie mondiale dominée par la connaissance comme productrice directe de valeur et dont des pans de plus en plus importants reposent précisément sur des processus immatériels. Par ailleurs, il convient de relever que l'attrait pour les ouvrages physiques est souvent d'autant plus fort que les marchés auxquels leur réalisation donne lieu sont souvent aussi l'occasion de détournements de fonds publics de la part de certains des opérateurs concernés.

En fait, la seule croissance du PIB qui, dans le cas de l'exploitation des hydrocarbures, signifie purement et simplement la destruction d'un stock physique non renouvelable, est, a priori, assimilable à un acte de consommation d'un capital appartenant aux générations actuelles, mais aussi futures. Donc, tout va dépendre du type d'utilisation qui sera fait des ressources financières générées par la valorisation des hydrocarbures. Si elles ne sont pas majoritairement investies dans des sources directes – ou indirectes, telles que l'éducation et la recherche scientifique – de création de nouvelles richesses, cela veut simplement dire que le pays est en

***Une réforme en profondeur des rapports entre la nation et son institution militaire qui ne doit fonctionner ni comme une institution vivant en autarcie, ni comme une caste au-dessus de tout questionnement, ni comme un unique centre de décision en dernier recours et, encore moins, comme un instrument au service de luttes de personnes ou de clans, est absolument nécessaire et ne pourra que renforcer les deux.***

train de consommer de manière improductive son capital. Or, de ce point de vue, toutes les données disponibles sur les indicateurs majeurs mesurant les capacités réellement opérationnelles d'une économie à fonctionner dans le contexte des échanges mondiaux – notamment ceux relatifs à la qualité des institutions et de leur fonctionnement – indiquent qu'ils sont, en règle générale, plutôt négatifs et permettent même de classer nettement l'Algérie parmi les pays les moins performants. Y compris pour ce qui concerne l'éducation et la recherche scientifique, meilleurs indicateurs des véritables potentialités d'une société contemporaine. Il suffira d'en citer un seul concernant le niveau de performance des élèves en mathématiques, après 4 et 8 années d'études : par rapport à une moyenne mondiale fixée à 500, les élèves algériens obtiennent 378 et 387 points ; d'ailleurs, les performances des élèves des autres pays arabes sont tout aussi faibles (enquête internationale de référence TIMSS à laquelle l'Algérie a participé une seule fois, en 2007). Et c'est donc bien ce contexte général d'une société parcourue par de puissantes et profondes logiques rentières et qu'il convient d'avoir toujours présentes à l'esprit qui permet de mieux comprendre les évolutions politiques en cours.

En effet, la candidature de l'actuel président de la République n'est rendue possible que parce que, fondamentalement destinée à une société parcourue par les logiques rentières, elle-même procède d'une double logique de rente. D'abord, celle d'une rente historique, à deux niveaux, en quelque sorte : au titre de la participation de l'actuel président de la République à la guerre de Libération nationale, puis à la gestion du pays comme ministre du président Boumediène dont, de surcroît, il est présenté comme l'héritier présomptif ; évoquant ainsi une période fonctionnant encore comme un «âge d'or» aux yeux de beaucoup d'Algériens d'une certaine génération. Ensuite, celle d'une rente économique en tant que, par l'ensemble des politiques poursuivies depuis 1999, il a systématiquement organisé la gestion de la rente liée à la valorisation des hydrocarbures et en a fait un instrument central de son mode

d'exercice du pouvoir, en direction de toutes les catégories sociales et de toutes les institutions présentes dans la société, par des formes de redistribution adaptées à chaque population-cible. Dans ce type de démarche, l'objectif demeure toujours de gagner la fidélité des bénéficiaires dont la reconnaissance doit, nécessairement, en dernière analyse, s'exprimer à l'égard de la personne même en charge de l'autorité suprême coiffant l'ensemble du processus de redistribution – donc, le président de la République – et ce, obligatoirement, dans un rapport d'allégeance. Ceci dit, l'actuel président de la République exerce la charge suprême certes, mais au sein d'un pouvoir politique composé d'un ensemble complexe et organisé d'institutions, de mécanismes de prise de décisions, de discours, de pratiques et de personnes qui doivent être considérés dans leurs deux types de fonctionnement, formel et réel. De ce point de vue, la nature du pouvoir politique est caractérisable comme une bureaucratie d'Etat composée de plusieurs segments identifiables en fonction des différents domaines spécialisés dont ils ont «techniquement» la charge : administration, économie, défense, idéologie... Assumant un projet nationaliste, s'inscrivant formellement dans la continuité

cipes majeurs affectant le fonctionnement des institutions nationales avant même 1962.

Sous leur forme extrême, ils sont à l'origine d'un épisode terriblement tragique et fortement symbolique : l'assassinat d'un dirigeant politique aussi éminent que Abane Ramdane par ses propres compagnons. Mais ils sont également identifiables derrière le refus de l'état-major de l'ALN d'obéir aux ordres du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) en juin 1962 qui, rapidement, sera suivi des combats fratricides de l'été 1962 dont l'issue permettra la mise en place du gouvernement Ben Bella en septembre 1962. Ou bien encore, suite à un brusque renversement d'alliances, dans le coup d'Etat militaire du 19 juin 1965 qui renversera le président Ben Bella.

A partir de cette date, se met en place un mode d'exercice du pouvoir relativement stable au sein duquel l'institution militaire – y compris les services de sécurité qui en dépendent – va jouer un rôle absolument décisif pour toutes les décisions à portée stratégique concernant la vie du pays, quel que soit le domaine concerné. De ce fait, ipso facto, reléguant au rang d'exécutants les différents segments civils de l'élite qui, en retour, n'ont aucun droit de regard sur ses propres domaines d'activité, la haute hiérarchie militaire – les «décideurs», selon un terme désormais passé à la postérité – s'inscrit en fait, elle aussi, dans une logique d'utilisation de la rente historique, puisqu'elle occupe abusivement une position prééminente que plus aucune lutte armée menée au quotidien ne peut justifier.

De ce point de vue, les différents débats en cours sur le rôle de l'institution militaire et des services de sécurité qui en dépendent sont fondamentalement sains et nécessaires, quelle que soit la nature des circonstances qui les ont générés et des personnes qui veulent les instrumentaliser.

Une réforme en profondeur des rapports entre la nation et son institution militaire qui ne doit fonctionner ni comme une institution vivant en autarcie, ni comme une caste au-dessus de tout questionnement, ni comme un unique centre de décision en dernier recours et, encore moins, comme un instrument au service de luttes de personnes ou de clans, est absolument nécessaire et ne pourra que renforcer les deux. Il est aberrant qu'à propos du président de la République, la Constitution – article 77, alinéa 2 – stipule : «Il est responsable de la Défense nationale» pour énoncer qu'il doit être titulaire du ministère de la Défense nationale ; alors que ce département ministériel, pour important qu'il soit, ne devrait pas l'être plus que l'Education nationale chargée de former les citoyens de demain. Il est tout aussi aberrant que le ministère de la Défense nationale ne puisse être dirigé par un «civil» ; ou bien que le responsable des services de sécurité dépendant de l'institution militaire ne puisse également en être un, et ce, dans une logique de circulation et de cohésion des élites qui ne peut profiter qu'aux intérêts supérieurs de la nation. Si, en raison de l'histoire contemporaine du pays, à l'issue d'un large débat national ouvert, il est estimé que l'institution militaire doit jouer un rôle particulier dans les fondements et le fonctionnement du système politique du pays, cela doit se faire de manière transparente et dans une approche globale visant à tisser des liens étroits avec la société, en général, et les différents autres segments de l'élite nationale, en particulier.

Quant aux services de sécurité dépendant de l'institution militaire, il est clair que leurs missions doivent être redéfinies de manière à ce qu'en respectant toutes les libertés publiques, ils ne consacrent leurs activités qu'à la prévention et à la lutte relatives aux risques et menaces pouvant réellement affecter la sécurité nationale.

N. S.  
(A suivre)